



**Université  
de Limoges**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

---












**Accord-cadre 913 25 48-51 Travaux d'entretien des  
toitures et des menuiseries extérieures de  
l'Université de Limoges.**

---







N° du CCAP : 913 25 48-51

**Université de Limoges**  
**<http://www.unilim.fr>**  
Pôle de la commande publique  
33 rue François Mitterrand  
87032 LIMOGES

## L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	<b>Objet</b>	Accord-cadre 913 25 48-51 Travaux d'entretien des toitures et des menuiseries extérieures de l'Université de Limoges.
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Par marché subséquent
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Par marché subséquent

## L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	<b>Forme des MS</b>	Par marché subséquent
	<b>Fréquence d'attribution des MS</b>	Remise en concurrence à la survenance du besoin
	<b>Critères d'attribution des MS</b>	Identiques à l'accord-cadre
	<b>Délai d'exécution des MS</b>	Défini par marché subséquent
	<b>Pénalités de retard</b>	Prévues dans l'accord-cadre
	<b>Résiliation des MS</b>	Prévue dans l'accord-cadre

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée du contrat .....	6
4.2 - Reconduction .....	6
4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	6
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6 - Avance .....	7
7 - Modalités de règlement des comptes .....	7
7.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	7
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
7.3 - Délai global de paiement.....	8
7.4 - Paiement des cotraitants.....	8
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
8.1 - Caractéristiques des matériaux et produits des marchés subséquents .....	9
8.2 - Implantation des ouvrages des marchés subséquents .....	9
8.3 - Préparation et coordination des travaux des marchés subséquents.....	9
8.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	9
8.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	9
8.3.3 - Registre de chantier .....	9
8.4 - Etudes d'exécution des marchés subséquents .....	9
8.5 - Installation et organisation du chantier.....	9
8.5.1 - Installation de chantier.....	9
8.5.2 - Signalisation de chantier .....	9
8.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	10
8.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	10
8.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	10
8.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	10
9 - Développement durable .....	10
10 - Réception .....	10
10.1 - Réception des travaux objet des marchés subséquents.....	10
10.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	10
11 - Garantie des prestations .....	10
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
13 - Pénalités.....	10
13.1 - Pénalités de retard .....	10
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
13.3 - Autres pénalités spécifiques .....	11
14 - Assurances.....	11
15 - Résiliation du contrat .....	11

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	11
15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents .....	11
15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
16 - Règlement des litiges et langues.....	12
17 - Clauses complémentaires .....	12
18 - Dérogations .....	12

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Accord-cadre 913 25 48-51 Travaux d'entretien des toitures et des menuiseries extérieures de l'Université de Limoges.

Accord cadre pour des travaux d'entretien des toitures et des menuiseries extérieures de l'Université de Limoges.

Il s'agit d'accord cadre multi attributaires avec remise en concurrence à la survenance du besoin. L'accord cadre est découpé en 4 lots. Il y a un accord cadre par lot pour lequel il sera retenu 3 titulaires maximum.

Marché subséquent 1 pour lot 1 : changement de la menuiserie bureau 213 de la Présidence

Marché subséquent 2 pour lot 2 : réfection d'une toiture sur le bâtiment G

Marché subséquent 3 pour lot 3 : nettoyage d'une toiture au forum B

Marché subséquent 4 pour lot 4 : modification d'exutoire et de lanterneau site FLSH

L'analyse des marchés subséquents permettra de retenir les 3 titulaires de chaque accord cadre. Le candidat classé en première position se verra attribuer le marché subséquent.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieu(x) d'exécution :

Tous les sites de l'Université de Limoges

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Travaux de menuiserie extérieure
02	Travaux de réfection de couverture / étanchéité
03	Travaux d'entretien de toitures / travaux sur cordes
04	Travaux de changement de plaques d'exutoire

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques. Trois opérateurs économiques maximum seront retenus par lot.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Le montant maximum de l'accord cadre tout lots confondus est de 5 000 000 € HT. Il s'agit d'un montant maximum, cela n'engage pas l'Université à atteindre ce montant.

## 1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. En l'absence de justification, une pénalité fixée à 150,00 € lui sera appliquée.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont identiques à ceux de l'accord-cadre.

## **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord cadre (1 par lot).
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) des marchés subséquents (1 par lots).
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (lorsque le marché subséquent le nécessite)
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché subséquent. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Durée et délais d'exécution**

### **4.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Les dispositions concernant les intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires seront définies par marché subséquent.

Les dispositions concernant les intempéries non visées par des dispositions législatives ou réglementaires seront définies par marché subséquent.

### **4.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

## **5 - Prix**

## 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les caractéristiques des prix des prestations seront déterminées par chaque marché subséquent.

## 5.2 - Modalités de variation des prix des MS

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix des marchés subséquents sont actualisables par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 25.0\% + 75.0\% (BT19b (d-3) / BT19b (o))$
02	$C_n = 25.0\% + 75.0\% (BT53 (d-3) / BT53 (o))$
03	$C_n = 25.0\% + 75.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$
04	$C_n = 25.0\% + 75.0\% (BT01 (d-3) / BT01 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT19b	Index du bâtiment - Menuiserie extérieure - Base 2010
02	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
03	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
04	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010

## 6 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19870669900321
- Code service : Sera indiqué sur le bon de commande du marché subséquent
- Numéro d'engagement juridique : Sera indiqué sur le bon de commande du marché subséquent

## 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.



## **7.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **8.1 - Caractéristiques des matériaux et produits des marchés subséquents**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Conformément aux stipulations du CCTP

### **8.2 - Implantation des ouvrages des marchés subséquents**

Les opérations de piquetage général et spécial seront définies par chaque marché subséquent.

### **8.3 - Préparation et coordination des travaux des marchés subséquents**

#### **8.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Les dispositions concernant la période de préparation seront définies par chaque marché subséquent.

Un programme d'exécution des travaux pourra être défini par chaque marché subséquent.

#### **8.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### **8.3.3 - Registre de chantier**

Les dispositions concernant un éventuel registre de chantier seront définies par chaque marché subséquent.

### **8.4 - Etudes d'exécution des marchés subséquents**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

### **8.5 - Installation et organisation du chantier**

#### **8.5.1 - Installation de chantier**

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché subséquent.

#### **8.5.2 - Signalisation de chantier**

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché subséquent.

## **8.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **8.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **8.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **8.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : Format couramment utilisé tels que .doc, .xls, .pdf....

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 150,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **9 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **10 - Réception**

### **10.1 - Réception des travaux objet des marchés subséquents**

#### **10.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

Les conditions de la réception des travaux seront définies par chaque marché subséquent.

## **11 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **13.3 - Autres pénalités spécifiques**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents**

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Limoges est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Clauses complémentaires**

Les sociétés titulaires de l'accord cadre devront répondre aux remises en concurrence. Si de manière ponctuelle, elles ne sont pas en mesure de répondre à la remise en concurrence, elles devront informer par mail de cette impossibilité en fournissant le motif.

Si une entreprise ne répond pas à la remise en concurrence sans fournir de mail justificatif, elle encourt une pénalité forfaitaire de 150€ par non réponse.

## **18 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux